



## Avec la crise du recrutement d'enseignants, l'embauche de contractuels se professionnalise

Les premiers résultats des concours laissent présager d'une nouvelle campagne d'embauche insuffisante de fonctionnaires. Pour pallier les manques structurels, le ministère de l'éducation nationale et les rectorats s'organisent. Les rectorats prennent bien soin de ne plus les appeler job dating, après avoir été raillés l'année passée sur ce mode de recrutement. Il n'empêche, les « journées de recrutement » et autres « rencontres carrières » pour embaucher des enseignants contractuels se poursuivent à un rythme soutenu, en cette fin du mois de mai, pour préparer la prochaine rentrée scolaire.

Parmi les académies les plus touchées par la pénurie d'enseignants, Créteil estime déjà devoir recruter environ 500 contractuels supplémentaires pour la rentrée de septembre – l'académie en dénombre 3 700 aujourd'hui – et Versailles table sur 500 pour les écoles primaires et 250 pour les collèges et lycées.

Ce n'est une surprise pour personne : les concours de recrutement d'enseignants fonctionnaires, pour lesquels près de 17 000 postes sont ouverts pour ceux qui veulent rejoindre la profession, ne feront encore pas le plein cette année. Si la situation semble moins catastrophique qu'en 2022, où 4 000 postes n'avaient pas été pourvus au final, elle n'est toujours pas bonne. Près d'un millier de places sont déjà vacantes à l'issue de la phase d'admissibilité au concours des écoles primaires et environ 200 pour les différents Capes, dont les lauréats sont dirigés vers le secondaire.

Dans le primaire, trois académies concentrent les difficultés de manière récurrente : Versailles, Créteil et la Guyane. Les deux académies franciliennes comptent pour cette session 1 570 admissibles pour 2 450 postes, avant les oraux. Un concours supplémentaire est en cours pour pallier en partie ce déficit. Pour le second degré, le nombre d'admissibles est moins élevé que le nombre de postes en allemand et en lettres classiques. Les lettres modernes, la physique-chimie, ou dans une moindre mesure les mathématiques, semblent également sous tension après les épreuves écrites, le nombre d'admissibles dépassant de peu le nombre de postes à pourvoir.

« Malgré des difficultés de recrutement », le ministre de l'éducation nationale, Pap Ndiaye, s'attend à « une meilleure rentrée » que la précédente. La session 2022 représentait une année particulière avec le décalage du concours de la fin de la première année à la fin de la deuxième année de master. Mais s'ils connaissent une augmentation, les chiffres ne remontent pas au niveau d'il y a deux ans. Il en va ainsi du nombre de présents le jour de l'examen : dans le premier degré, ils sont 29 % de plus qu'en 2022 mais toujours près de 15 % de moins qu'en 2021.

« Le ministère ne peut plus parler de crise conjoncturelle. Il s'agit bien d'une crise structurelle de l'attractivité du métier d'enseignant », note Guislaine David, responsable du principal syndicat des professeurs des écoles, le Snuipp-FSU. Le ministère tempère : « Avec la baisse du chômage, l'ensemble des employeurs publics connaît des difficultés de recrutement. »

A bas bruit, et même si les contractuels représentent une faible proportion des enseignants – 1 % des effectifs dans le premier degré et 8 % dans le second degré –, leur embauche pour pallier les manques entraîne une transformation en profondeur de la gestion des ressources humaines au sein du ministère de l'éducation nationale. La Rue de Grenelle ne s'en cache pas : « D'autres ministères ont davantage cette habitude, il s'agit d'un changement culturel fort. »

Sophie Vénétiay, responsable du syndicat des professeurs des collèges et des lycées SNES-FSU, observe aussi cette évolution : « Il y a encore cinq ans, les rectorats n'assumaient pas ces recrutements de contractuels et les petites annonces étaient publiées en catimini. Nous sommes désormais dans une nouvelle ère où le ministère recrute en reprenant ouvertement les codes de l'entreprise. »

Le recours aux enseignants contractuels s'organise et se professionnalise. Tous les rectorats doivent désormais se doter d'un service de recrutement dédié. Des conventions avec Pôle emploi sont instituées pour « identifier et constituer des viviers ». Les académies les plus en tension que sont Créteil et Versailles sont ainsi présentes sur des salons et des forums de recrutement tout au long de l'année pour alimenter les besoins de remplaçants.

Pour la rentrée, les deux rectorats franciliens ont décidé d'anticiper encore davantage et de renouveler autant que





possible les personnels déjà en poste. Un concours exceptionnel de titularisation a également été mis en place dans ces académies pour la première fois.

Les contrats des nouveaux recrutés, signés le plus souvent désormais pour deux ans, débiteront le 1<sup>er</sup> juin, au lieu de fin août auparavant, afin de « sécuriser les candidats » et de « ne pas les perdre en cours de route », précise l'académie de Créteil. Jusqu'à septembre, ils se verront proposer un stage d'observation en classe et des temps de formation en présentiel et à distance. Du tutorat et un second temps de formation après la rentrée doivent aussi être organisés.

« Avec près de 100 000 personnels, l'académie de Versailles est le premier employeur d'Ile-de-France. Il semble normal qu'il y ait une fraction de recrutement de contractuels, a fortiori dans un contexte de marché de l'emploi en tension », affirme Charline Avenel, la rectrice de Versailles. De ce fait, le service dédié à ces recrutements se structure plus fortement. Il compte désormais six personnes et prévoit une formation pour les personnels chargés des entretiens. « Nous tirons les leçons des retours d'expériences des contractuels embauchés les années précédentes. » Avec une particularité : « 85 % des enseignants recrutés sont des professionnels en reconversion », constate la rectrice. « Cela n'est pas neutre en termes d'accompagnement. » Parmi eux, de 5 % à 10 % ont démissionné en cours d'année. Les personnels contractuels, rencontrés par Le Monde quelques semaines après la rentrée 2022, avaient évoqué la « claque » que représentait l'entrée dans le métier, avec tout au plus une formation de trois jours.

Plus globalement, outre le chantier en cours sur les rémunérations, la rectrice de Versailles assume l'idée de développer « une stratégie de marque employeur », autrement dit de travailler l'image de la profession enseignante auprès des candidats potentiels. « Dans les salons de recrutement, la police ou l'armée font ça très bien en donnant une représentation attractive de leurs métiers », remarque-t-elle.

Dans cette logique, le ministère de l'éducation nationale travaille au lancement prochain d'une campagne de communication. Avec un nouveau slogan : « Un prof, ça change la vie pour toute la vie. »

S'abonner

